

réforme agraire soviétique au Mecklenbourg sera relativement facile, croit-on, en partie parce que beaucoup de propriétaires féodaux s'enfuirent à l'approche de l'Armée rouge, et la plupart de ceux qui restèrent furent tués pendant la révolte paysanne dans la province, à la chute de Hitler. »

Nous pouvons résumer les réformes agraires en déclarant qu'à travers tous les pays d'Europe se trouvant sous la domination du Kremlin, la vieille classe des propriétaires fonciers n'existe plus. Elle a été détruite. Il est douteux que les vieux propriétaires puissent jamais revenir, indépendamment du développement futur de ces pays. Cette réforme nécessaire et fondamentale n'a tout de même pas donné la popularité aux stalinien. La paysannerie de l'Europe orientale a été assoiffée de terre durant des décades entières. Les mesures projetées par le Kremlin ont, sans aucun doute, satisfait les paysans qui avaient grand besoin de terre, du moins en Hongrie, en Roumanie, en Slovaquie et dans une certaine mesure en Pologne. Quand même, la paysannerie ne s'est tournée nulle part vers les stalinien. En Pologne, ils demeurent virtuellement hostiles au régime actuel. En Hongrie, la paysannerie vota en majorité écrasante pour le parti conservateur des petits propriétaires. En Roumanie et en Bulgarie, ils continuent à boudier le gouvernement. Même en Tchécoslovaquie où les stalinien arrivèrent à être le premier parti, leur appui vint de la région industrialisée de la Bohême et Moravie. Ils furent battus en Slovaquie dans la partie agraire du pays.

Aucun doute que ceci ne doive être expliqué par le fait que la redistribution de la terre n'a pas résolu les problèmes présents de la campagne. Les conditions de culture à travers toute l'Europe orientale se trouvent dans un état voisin de la catastrophe. De plus, les paysans sont forcés de vendre à peu près le quart de leur production au

gouvernement à des prix extrêmement bas. Pendant des années, ils ont été assujettis à des réquisitions militaires, aux destructions de la guerre, au pillage, et finalement aux saisies sur une grande échelle de l'Armée rouge. Le Kremlin maintient, jusqu'à aujourd'hui encore, d'après les rapports du service de renseignements militaires des Américains : 750.000 soldats en Allemagne, 450.000 en Pologne, 10.000 en Tchécoslovaquie, 60.000 en Hongrie, 300.000 en Roumanie, 7.000 en Yougoslavie, 90.000 en Bulgarie. Et toutes ces vastes armées de sauterelles humaines continuent à subsister sur les produits de ces pays. Il n'est pas étonnant que les stalinien ne soient pas très populaires parmi la paysannerie.

Il serait nécessaire, afin d'améliorer vraiment les conditions de l'agriculture, de fusionner ou de grouper ensemble les petites propriétés, de fournir des instruments agricoles, des semences, des engrais, des produits industriels, et d'installer des stations de recherches. Mais, justement, l'U.R.S.S. se trouve elle-même terriblement à court de tout. Le simple gain d'un lopin de terre, misérablement petit, du reste, ne soulage pas la crise du tout. Les paysans manquent de bétail, d'instruments, de semences, d'engrais. Auparavant, c'était l'Allemagne qui fournissait toutes ces choses, aussi bien que des produits manufacturés, à l'Europe orientale. Mais l'U.R.S.S. ne pourra avant bien longtemps, remplacer l'Allemagne à cet égard ; elle-même ne possède pas tout cela. Il y a aussi manque de capital local, et le capital occidental ne peut ni ne veut s'engager dans les conditions actuelles. L'agriculture continue donc à stagner dangereusement, et il n'y a aucun espoir d'une rapide amélioration. C'est indubitablement cette impasse économique dans laquelle se trouve la paysannerie de l'Europe orientale qui explique l'opposition des paysans aux stalinien.

La nationalisation de l'industrie

La politique industrielle du Kremlin en Europe orientale et en Allemagne doit être examinée avec grande précaution, car les informations sont encore fragmentaires, les grandes lignes pas encore fixées ni complétées ; on trouve des différences considérables d'un pays à l'autre et les gouvernements eux-mêmes appliquent leurs plans de reconstruction très prudemment et développent leur politique empiriquement.

Pendant la guerre, le capital allemand dominait l'ensemble de l'Europe orientale à tel point que chaque entreprise industrielle et chaque banque se trouvait dans la poigne des banques et des cartels allemands. Cette unification, type prison, et cette intégration de l'économie européenne effectuées par les nazis auraient pu servir de point de départ à une vaste socialisation de l'économie et à son unification harmonieuse — un premier pas vers l'organisation des Etats-Unis-socialistes d'Europe. Le Kremlin, cependant, considérerait ces pays non pas comme des alliés potentiels dans la lutte pour le socialisme, mais comme des victimes à sa merci, prêtes à être transformées en serfs pour les seigneurs russes. Cette prédominance allemande dans la majorité des entreprises financières et économiques servit comme point de départ

légal et comme justification au Kremlin pour sa politique de pillage sur une grande échelle.

Examinons tout d'abord les événements dans les pays « ennemis » : la Roumanie, la Hongrie, la Bulgarie. Par le prélèvement en grand de réparations en nature, l'extraction d'énormes sommes additionnelles pour l'entretien des troupes d'occupation et par des saisies de propriétés « allemandes », le Kremlin vida à fond ces pays et acquit une domination complète sur leur économie. D'après une récente évaluation américaine, le Kremlin, en deux ans, a extorqué à ces trois pays et de la Finlande 2 milliards 200 millions de dollars environ en propriétés et en servitudes.

Le 8 mai 1945, la Roumanie signa un traité de collaboration économique avec l'U.R.S.S. qui garantissait l'hégémonie russe sur l'économie roumaine. Ce traité stipule que : 1) Les deux pays formeront des compagnies communes dans plusieurs domaines économiques ; 2) Chaque pays versera la moitié du capital, le conseil de direction sera composé d'un nombre égal de Russes et de Roumains, mais dans chaque cas le directeur de la compagnie sera un Russe ; 3) La principale contribution de la Russie consistera en propriétés allemandes en Roumanie saisies par

Moscou en guise de réparations ; 4) Les compagnies fonctionneront comme des entreprises strictement capitalistes.

Quatre de ces entreprises communes ont déjà été constituées : les Transports *Sovrom*, une compagnie de navigation commune ; les Pétroles *Sovrom*, pour la production et la distribution du pétrole ; la Banque *Sovrom*, comprenant la fusion de trois institutions soviétiques industrielles et de commerce extérieur, ainsi qu'un groupe de banques roumaines et une société d'assurances qui est destinée à financer le commerce entre l'U.R.S.S. et la Roumanie et à développer l'industrie roumaine. La quatrième compagnie commune est *Tars*, une entreprise de transport aérien, pour établir des services aériens roumains avec des lignes de relèvement avec l'U.R.S.S. et les pays balkaniques avoisinants. Trois autres entreprises communes semblables sont projetées pour la production forestière, chimique et les assurances.

La Roumanie, délabrée par une inflation galopante, son économie craquant à toutes les jointures, se trouve ainsi réduite sans espoir à un état de dépendance économique du Kremlin. En 1945, le rendement de l'acier atteignait à peine la moitié de la production de 1937. La production de cette année est encore plus basse. Le pétrole de l'année dernière n'atteignait que 65 % du rendement de 1937 (et pendant le dernier trimestre 68 % allèrent à l'U.R.S.S. en guise de réparations). La houille et la lignite n'atteignaient que 70 % du rendement de 1937. Son équipement de base a été détruit par la guerre et son commerce réduit à un niveau pitoyablement bas.

Dans son actuel état de banqueroute, elle a un besoin urgent de prêts et de produits manufacturés. Mais l'expansion du Kremlin est basée sur la pauvreté, non pas sur la richesse, sur le déficit, et non sur le surplus. En ce qui concerne l'Occident, il ne consentira point de prêts, étant donné le régime politique actuel.

La situation en Hongrie est à peu près semblable. En sus des destructions de la guerre qui ruina le pays, la Hongrie doit payer 37 % de ses revenus à titre de réparations. Ces 37 %, additionnés au coût de l'occupation, atteignent un total de 65 % des dépenses d'Etat. Le pays, frappé de misère, ne sait au moyen de quoi ni comment faire face à ces exigences onéreuses, et se trouve ainsi constamment en retard dans ses paiements. Et comme l'accord des réparations stipule une amende de 6 % par mois pour les arriérés, la Hongrie s'enlise de plus en plus profondément. Son revenu d'aujourd'hui est la moitié de celui d'avant guerre. En plus de cela, tout l'or du pays ainsi que ses bateaux sont retenus par les Etats-Unis.

Le Kremlin s'est saisi de l'économie hongroise comme il l'a fait de l'économie roumaine, à peu de choses près. En octobre 1946, un pacte économique russo-hongrois « 50-50 » était signé à Moscou en termes identiques à ceux de l'accord roumain. Sous les conditions qu'il pose et qui sont valables pour cinq ans, des compagnies de stock commun seront formées pour la bauxite, le pétrole, l'huile, les produits chimiques, les transports fluviaux, l'aviation civile et d'autres branches. Le Kremlin deviendra ainsi le maître économique absolu de la Hongrie pour cinq ans. Tous les leviers-clés de l'économie hongroise, y